

LETTRE DE M. VALÉRY GISCARD D'ESTAING À M. JEAN-CHRISTOPHE CAMBADELIS, PRÉSIDENT DE L'UNEF, PARIS, AVRIL 1981.

1 AVRIL 1981 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

Monsieur,

- Vous avez bien voulu me faire part des préoccupations de l'UNEF indépendante et démocratique.
 - La création d'un ministère des universités témoigne de la considération que je porte aux universités et aux jeunes.
 - Les universités autonomes sont devenues majeures. C'est pourquoi toute la politique conduite en ce domaine a consisté à affirmer la personnalité des universités à côté des grands établissements et des grandes écoles.
 - La formation des ingénieurs a été profondément renouvelée pour répondre aux défis technologiques et préparer à la compétition internationale.
 - Les structures universitaires sont renforcées grâce à la modification de la loi d'orientation. Tout en réaffirmant le principe de participation, le législateur a eu le souci d'éviter la captation du pouvoir universitaire par des minorités. Désormais, le pouvoir scientifique est majoritaire à l'intérieur des Conseils des universités.
 - Progressivement, des critères rationnels et objectifs sont mis en place pour l'attribution des moyens aux établissements universitaires. Ce système rend les universités plus responsables et permet la meilleure utilisation des moyens.
 - La recherche dans les laboratoires universitaires et du CNRS est soutenue de façon prioritaire, comme l'exige la sauvegarde de l'indépendance et de l'avenir de notre pays.
- Une politique résolue en faveur des personnels est conduite. Grâce à de nombreuses transformations d'emplois de personnels enseignants, à un plan d'intégration des vacataires, les personnels peuvent désormais se consacrer à leurs fonctions en pleine sérénité.
- Toutes ces actions ont pour but de permettre aux établissements universitaires de fonctionner dans les meilleures conditions, c'est-à-dire de délivrer des diplômes de qualité, de renouveler leurs formations en les adaptant aux exigences de notre temps. Une politique résolue de qualité est menée. Elle permet de donner à nos universités le rayonnement international qui doit normalement leur revenir.
 - Cette action a des conséquences sociales indiscutables. J'ai souhaité que les étudiants de toutes les classes sociales, qui ont pu entrer dans l'université grâce à une politique sociale avancée, reçoivent des diplômes de la meilleure qualité. L'action conduite en matière universitaire démontre que politique de démocratisation et politique de qualité, loin de s'exclure, se renforcent de leur conjonction.
 - Je vous prie de croire, monsieur, à l'assurance de mes sentiments très cordiaux.